

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 938

[2003/200361]

27 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles des installations de stockage temporaire de véhicules hors d'usage d'un garage ou situées sur le site d'exploitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement du 18 octobre 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.305/4, donné le 18 décembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive européenne 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage.

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations et activités visées par les rubriques 63.12.05.03.04, 63.12.05.03.05, 63.12.05.03.06 et 63.12.05.03.07 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o Office : le fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon des Déchets ou son délégué;

2^o V.H.U. : véhicule hors d'usage tel que défini à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

3^o fonctionnaire technique : le fonctionnaire défini à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. Le dépôt est protégé sur tout son périmètre par une enceinte grillagée d'au moins 2 mètres de haut en vue d'empêcher efficacement l'accès tant pour les personnes que pour les véhicules en dehors des heures d'ouverture.

D'autres moyens matériels, solides et placés à demeure, ne peuvent être utilisés que pour autant qu'ils assurent un degré de protection au moins équivalent à celui dudit grillage.

Art. 5. Les entrées et sorties de l'établissement sont pourvues de portes solides équipées d'un système de fermeture efficace. Ces portes ne sont maintenues ouvertes qu'en présence de l'exploitant ou de son délégué.

Art. 6. Les zones de stockage sont aménagées pour empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides et autres produits annexes susceptibles de polluer le sol et le sous-sol. Elles sont chimiquement inertes vis-à-vis de ces polluants liquides et sont maintenues en permanence en bon état d'entretien.

Art. 7. Le revêtement est aménagé en légère pente, de manière à assurer l'évacuation des eaux de ruissellement et de nettoyage.

Art. 8. Ces eaux sont dirigées vers un système de collecte et de drainage conçu et réalisé de manière à :

1^o faciliter leur récupération;

2^o éviter tout écoulement en dehors des limites des aires susvisées;

3^o permettre leur passage dans un décanteur-déshuileur, dont l'effluent respecte les prescriptions du chapitre V ou vers une citerne à double parois, étanche, de capacité suffisante qui est régulièrement vidée par une entreprise agréée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux déchets dangereux du 9 avril 1992.

Art. 9. Complémentaire aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le panneau, d'au moins 1 m² de superficie, est bien visible et lisible de la rue. Les informations relatives aux heures normales d'ouverture pour l'acceptation des V.H.U. y sont insérées.

CHAPITRE III. — *Exploitation**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. 10. L'exploitant prend toutes les mesures utiles en vue de prévenir la prolifération d'animaux nuisibles tels que rongeurs, insectes, oiseaux. Le fonctionnaire chargé de la surveillance peut, le cas échéant, imposer l'extermination des animaux nuisibles.

Art. 11. La destruction de déchets par combustion est interdite.

Art. 12. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être stockés plus de deux ans sur le site d'exploitation.

Art. 13. L'exploitant veille à ce que les V.H.U. ne soient pas aperçus de la rue. Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles sont prescrites dans les conditions particulières.

Art. 14. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être empilés.

Art. 15. Les activités du dépôt sont placées sous l'autorité d'une personne, expressément désignée par l'exploitant si cette personne n'est pas l'exploitant. Ce dernier est tenu dans ce cas de communiquer, par écrit, l'identité de ce responsable au fonctionnaire technique ainsi qu'à l'Office avant la mise en activité de l'établissement.

Art. 16. Le nombre maximal de véhicules hors d'usage entreposés sur le site est fixé par les conditions particulières.

Section 2. Critères et procédures d'admission des V.H.U.

Art. 17. Les opérations d'acceptation et de déchargement des V.H.U. ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance d'un préposé désigné par la personne responsable visée à l'article 15, disposant en permanence d'un exemplaire de l'acte d'autorisation ainsi que du plan de travail visé à l'article 28.

Art. 18. La vérification de la conformité du V.H.U. au regard de la spécificité de l'établissement incombe à l'exploitant. Tout chargement entrant dans le site fait l'objet d'une vérification, au moins visuelle.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 19. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 20. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 21. Les conditions de déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux de surface sont fixées par les conditions particulières. Le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VI. — *Bruit*

Art. 22. Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par la manutention des V.H.U. ne puissent nuire à la stabilité des constructions.

CHAPITRE VII. — *Sûreté et assurances*

Art. 23. La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est toujours exigée pour chacun des établissements visés au présent arrêté. Son montant est fixé par les conditions particulières.

Art. 24. L'exploitant est tenu de souscrire un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'autorisation est demandée. Le montant minimum est fixé par les conditions particulières.

CHAPITRE VIII. — *Remise en état en fin d'exploitation*

Art. 25. Outre la notification prévue par l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la cession de l'acte d'autorisation doit être préalablement notifiée au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Office.

Art. 26. En fin d'exploitation, les V.H.U. sont évacués vers des installations dûment autorisées.

CHAPITRE IX. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Exploitation*

Art. 27. Avant la mise en activité de l'établissement, l'exploitant porte à la connaissance du fonctionnaire technique le projet d'un plan de travail. Le fonctionnaire technique approuve le projet de plan dans un délai de trente jours à dater de la réception du projet. A défaut de décision dans le délai, le plan de travail est réputé approuvé. Dans les six mois de la mise en activité de l'établissement, l'exploitant est tenu de disposer du plan de travail définitif approuvé.

Art. 28. Ce plan de travail comprend :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions d'exploitation;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;

3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

4° l'organisation de la réception des lots de V.H.U.;

5° l'organisation de l'évacuation des V.H.U.

Art. 29. Toute modification substantielle du plan de travail n'est permise que moyennant l'accord préalable du fonctionnaire technique.

Art. 30. Le plan de travail peut être complété et modifié à la requête du même fonctionnaire. Cette décision est notifiée à l'exploitant par écrit.

Section 2. — Registre

Art. 31. L'exploitant ou son délégué tient un registre sous la forme d'un livre à pages numérotées en continu, ou toute autre méthode approuvée par l'Office, dans lequel sont consignées, au jour le jour, les entrées et les sorties de V.H.U.. Si l'exploitant opte pour une tenue informatisée des registres, un état sera imprimé, chaque jour ouvrable, et classifié sur base d'une numérotation en continu.

Art. 32. L'exploitant est tenu d'adresser à l'Office, un rapport trimestriel dans lequel sont consignées les entrées et les sorties.

Art. 33. Le registre des entrées et des sorties, ainsi que ses annexes sont conservés au siège de l'exploitation. Ils sont tenus en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservés pendant au moins cinq ans après l'échéance de l'autorisation d'exploiter ou la fin prématurée de l'exploitation de l'établissement.

Section 3. — Eau

Art. 34. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, pendant au moins trois ans, les bons de reprise et/ou de traitement et/ou d'élimination des déchets issus de l'entretien du système de récolte et d'épuration des eaux.

CHAPITRE X. — Dispositions transitoires et finales

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les établissements existants, le présent arrêté entre en vigueur un an après sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 36. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 938

[2003/200361]

27. FEBRUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur zeitweiligen Lagerung von Altfahrzeugen einer Garage oder für die in auf dem Betriebsgelände gelegenen Anlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9; Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 18. Oktober 2002 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 34.305/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Gegenstand, Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die europäische Richtlinie 2000/53/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in den Rubriken 63.12.05.03.04, 63.12.05.03.05, 63.12.05.03.06 und 63.12.05.03.07 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar.

Art. 3 - Zur Anwendung der vorliegenden Bestimmungen gelten die folgenden Definitionen:

1° Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Beauftragter;

2° Altfahrzeug: Altfahrzeug im Sinne der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

3° technischer Beamte: der Beamte im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

KAPITEL II — Standort und Aufbau

Art. 4 - Um das gesamte Lager herum läuft eine mindestens 2 Meter hohe Maschendrahtumzäunung, die den Zugang außerhalb der Öffnungszeiten sowohl den Personen als auch den Fahrzeugen zweckmäßig verhindert.

Andere solide und ortsfeste materielle Mittel dürfen nur dann eingesetzt werden, wenn sie einen Schutzgrad bieten, der mindestens demjenigen der besagten Maschendrahtumzäunung entspricht.

Art. 5 - Die Ein- und Ausgänge des Betriebs sind mit festen Türen versehen, die mit einem zweckmäßigen Abschließsystem ausgerüstet sind. Diese Türen sind nur dann offen, wenn der Betreiber oder sein Beauftragter anwesend sind.

Art. 6 - Die Lagerzonen sind derart hergerichtet, dass keine Flüssigkeiten oder sonstigen Produkte in den Boden und den Untergrund eindringen und sie verschmutzen können. Entgegen diesen flüssigen Schadstoffen sind sie chemisch inert. Außerdem werden sie in gutem Zustand gehalten.

Art. 7 - Der Bodenbelag weist eine leichte Schräge auf, so dass das Niederschlags- und Reinigungswasser gut abfließen.

Art. 8 - Dieses Abflusswasser wird in ein Sammel- und Dräniersystem geführt, das so konstruiert und ausgeführt wurde, dass:

1° das Abflusswasser auf einfache Weise gesammelt werden kann;

2° jegliches Abfließen außerhalb der Grenzen der oben gemeinten Lagerzonen vermieden wird;

3° das Abflusswasser durch ein ölabscheidendes Absetzbecken fließen kann; das aus dieser Vorrichtung abfließende Wasser muss den Auflagen von Kapitel V genügen. Alternativ kann das Abflusswasser auch in einem doppelwandigen, undurchlässigen Behälter gesammelt werden, der regelmäßig von einem als Sammler und Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle anerkannten Betrieb entleert wird.

Art. 9 - Zusätzlich zu den Vorschriften von Art. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe wird ein mindestens 1 qm großes, von der Straße sichtbares und lesbares Schild angebracht. Auf diesem Schild werden die Informationen bezüglich der normalen Öffnungszeiten für die Annahme der Altfahrzeuge angegeben.

KAPITEL III — *Betrieb*

Abschnitt 3 — Allgemeines

Art. 10 - Der Betreiber trifft alle zweckmäßigen Maßnahmen, um der Vermehrung von schädlichen Tieren, wie z.B. Nagetieren, Insekten, Vögeln, usw., vorzubeugen. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte kann ggf. die Vernichtung der schädlichen Tiere auferlegen.

Art. 11 - Die Vernichtung von Abfällen durch Verbrennung wird untersagt.

Art. 12 - Die Altfahrzeuge dürfen nicht länger als zwei Jahre auf der Betriebsstätte gelagert werden.

Art. 13 - Der Betreiber sorgt dafür, dass die Altfahrzeuge nicht von der Straße aus gesehen werden können. Maßnahmen zur Begrenzung der visuellen Belästigungen sind in den Sonderbedingungen vorzuschreiben.

Art. 14 - Die Altfahrzeuge dürfen nicht aufeinander gestapelt werden.

Art. 15 - Die Tätigkeiten des Lagers unterliegen der Aufsicht einer Person, die vom Betreiber ausdrücklich dazu bezeichnet wird, wenn es sich bei dieser Person nicht um den Betreiber selbst handelt. Letzterer ist dazu verpflichtet, die Identität dieser verantwortlichen Person dem technischen Beamten sowie dem Amt vor dem Anfang der Betriebstätigkeit schriftlich mitzuteilen.

Art. 16 - Die Höchstanzahl der vor Ort gelagerten Altfahrzeuge wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Abschnitt 4 — Kriterien und Verfahren für die Annahme von Altfahrzeugen

Art. 17 - Die Vorgänge in Zusammenhang mit der Annahme und Entladung der Altfahrzeuge sind nur bei Anwesenheit und unter der Aufsicht des von der verantwortlichen Person im Sinne von Art. 15 bezeichneten Beauftragten erlaubt. Dieser Beauftragte muss ständig über eine Abschrift der Genehmigungsurkunde sowie des in Artikel 28 bestimmten Arbeitsplans verfügen.

Art. 18 - Die Überprüfung der Konformität der Altfahrzeuge unter Zugrundelegung der Spezifität des Betriebs obliegt dem Betreiber. Jede Ladung, die in den Betrieb gelangt, muss - zumindest visuell - überprüft werden.

KAPITEL IV — *Unfall- und Feuerverhütung*

Art. 19 - Vor der Umsetzung des Projekts und vor jeder Änderung der Örtlichkeiten und/oder der Betriebsbedingungen, die eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers mit sich bringen kann, lässt sich der Betreiber von dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen für die Verhütung und Bekämpfung von Feuer und Explosionen beraten, unter dem Gesichtspunkt des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 20 - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 21 - Die Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in die Oberflächengewässer werden in den Sonderbedingungen festgelegt. Die Einleitung von industriellem Abwasser in das Grundwasser ist untersagt.

KAPITEL VI — *Lärm*

Art. 22 - Die erforderlichen Vorsorgemaßnahmen werden getroffen, damit die Schwingungen, die auf die Handhabung der Altfahrzeuge zurückzuführen wären, der Stabilität der Bauten nicht schaden können.

KAPITEL VII — *Sicherheiten und Versicherungen*

Art. 23 - Die in Art. 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Sicherheitsleistung wird für jeden der Betriebe im Sinne des vorliegenden Erlasses stets gefordert. Deren Betrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Art. 24 - Der Betreiber ist verpflichtet, einen Versicherungsvertrag für einen Betrag abzuschließen, der zureichend ist, um die zivilrechtliche Haftung zu decken, die sich aus den Tätigkeiten ergibt, für welche die Genehmigung beantragt wird. Der Mindestbetrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

KAPITEL VIII — *Wiederinstandsetzung am Ende der Betriebstätigkeit*

Art. 25 - Über die in Art. 60 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung angeführte Erklärung hinaus, muss die Abtretung der Genehmigung zuvor dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Amt mitgeteilt werden.

Art. 26 - Am Ende der Betriebstätigkeit werden die Altfahrzeuge in ordnungsgemäß genehmigte Anlagen gebracht.

KAPITEL IX — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung**Abschnitt 4 — Betrieb*

Art. 27 - Vor der Inbetriebnahme des Betriebs informiert der Betreiber den technischen Beamten über den Entwurf eines Arbeitsprojekts. Der technische Beamte genehmigt das Projekt innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Projektes. Falls innerhalb dieser Frist kein Beschluss vorliegt, gilt der Arbeitsplan als genehmigt. Innerhalb von sechs Monaten nach der Inbetriebnahme des Betriebs muss der Betreiber über den endgültigen und genehmigten Arbeitsplan verfügen.

Art. 28 - Dieser Arbeitsplan umfasst:

1° die notwendigen Anweisungen, damit die gute Arbeitsweise des Betriebs jederzeit unter Einhaltung der Bestimmungen über die Abfälle und der vorliegenden Betriebsbedingungen gewährleistet werden kann;

2° die notwendigen Anweisungen, damit die Sauberkeit des Betriebs jederzeit gewährleistet werden kann;

3° die Anweisungen für das Personal bei Brand oder Unfällen;

4° die Organisation der Annahme der Lose von Altfahrzeugen;

5° die Organisation der Beseitigung der Altfahrzeuge.

Art. 29 - Eine wesentliche Änderung des Arbeitsplans wird nur dann erlaubt, wenn der technische Beamte im Voraus seine schriftliche Zustimmung gegeben hat.

Art. 30 - Der Arbeitsplan kann auf Anfrage desselben Beamten ergänzt bzw. geändert werden. Dieser Beschluss wird dem Betreiber schriftlich mitgeteilt.

Abschnitt 5 — Register

Art. 31 - Der Betreiber oder sein Beauftragter führt ein Register in der Form eines Buches mit durchlaufend nummerierten Blättern, oder gemäß jeglichem anderen, vom Amt genehmigten Verfahren. In diesem Register werden die ein- und ausgehenden Altfahrzeuge täglich eingetragen. Wählt der Betreiber eine EDV-gestützte Registerführung, so wird jeden Werktag der aktuelle Stand ausgedruckt. Dieser Ausdruck wird in ein durchlaufend nummeriertes Register klassifiziert.

Art. 32 - Der Betreiber ist verpflichtet, dem Amt einen dreimonatlichen Bericht über die Ein- und Ausgänge zu übermitteln.

Art. 33 - Das Register der Ein- und Ausgänge wird samt seinen Beilagen am Betriebssitz aufbewahrt. Diese Dokumente stehen dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ständig zur Verfügung und werden während mindestens fünf Jahren nach dem Ablauf der Betriebsgenehmigung oder dem vorzeitigen Ende der Betriebstätigkeit aufbewahrt.

Abschnitt 6 — Wasser

Art. 34 - Der Betreiber hält die Scheine bezüglich der Rücknahme-, Behandlung bzw. Beseitigung der Abfälle aus der Wartung des Wassersammel- und klärsystems während mindestens drei Jahren am Betriebssitz zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

KAPITEL X — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 35 - Der vorliegende Erlass tritt einen Monat nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von vorigem Absatz tritt der vorliegende Erlass für die bereits bestehenden Betriebe ein Jahr nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 36 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 938

[2003/200361]

27 FEBRUARI 2003. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de tijdelijke inzameling van afgedankte voertuigen van een garage of die op de bedrijfssite gelegen zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 oktober 2002 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.305/4, gegeven op 18 december 2002, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Voorwerp, toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

Art. 1. Bij dit besluit wordt de richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 18 september 2000 betreffende de afgedankte voertuigen gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in de rubrieken 63.12.05.03.04, 63.12.05.03.05, 63.12.05.03.06 en 63.12.05.03.07 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1^o Dienst : de leidende ambtenaar van de « Office wallon des Déchets » (Waalse dienst voor Afvalstoffen) of diens afgevaardigde;

2^o afgedankt voertuig : afgedankt voertuig zoals bepaald in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

3^o technische ambtenaar : de ambtenaar omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. De opslagplaats wordt over zijn gehele omtrek beschermd door een afgerasterde omheining die minstens twee meter hoog is, om op doeltreffende wijze te verhinderen dat personen noch voertuigen er zich buiten de openingsuren toegang toe kunnen verschaffen.

Andere materiële middelen, die vast van aard en blijvend geplaatst zijn, kunnen enkel worden gebruikt voorzover de beschermingsgraad die zij waarborgen minstens even groot is.

Art. 5. Toe- en uitgang van de vestiging zijn van stevige poorten voorzien, die met een doeltreffende vergrendeling uitgerust zijn. Die poorten mogen enkel open blijven wanneer de uitbater of diens vertegenwoordiger aanwezig zijn.

Art. 6. De opslagruimten worden ingericht om te verhinderen dat verschillende vloeistoffen en andere daarbij horende producten die de grond en de ondergrond zouden kunnen verontreinigen, in de grond dringen. Grond en ondergrond zijn scheikundig inert tegenover die vloeibare verontreinigende stoffen en worden in een goede staat van onderhoud gehouden.

Art. 7. De grondbedekking wordt lichtjes hellend aangelegd, zodat afvloeiend hemelwater en schoonmaakwater afgevoerd kunnen worden.

Art. 8. Dat water wordt naar een inzamel- en draineringssysteem afgevoerd dat op dusdanige wijze ontworpen en opgebouwd is dat :

1^o het terugwinnen van het water vergemakkelijkt wordt;

2^o het afvloeien ervan over de buitenkant van bovenbedoelde ruimten voorkomen wordt;

3^o het water ofwel via een decanteer- en ontlietoestel, waarvan het afvloeisel de voorschriften van hoofdstuk V naleeft, stroomt; ofwel naar een dubbelwandige, waterdichte opslagtank afgeleid wordt die over een voldoende inhoud beschikt en die regelmatig leeggepompt wordt door een onderneming die als inzamelaar en vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen erkend is.

Art. 9. In aanvulling op de voorschriften van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is het bord, met een oppervlakte van minstens 1 m², goed zicht- en leesbaar vanaf de straat. Op het bord worden de inlichtingen met betrekking tot de gewone openingsuren voor het inleveren van de afgedankte voertuigen vermeld.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen.

Art. 10. De uitbater treft alle dienstige maatregelen om de verspreiding van ongedierte zoals knaagdieren, insecten, vogels te voorkomen. De ambtenaar belast met de bewaking kan, in voorkomend geval, de opdracht geven om het ongedierte uit te roeien.

Art. 11. De vernietiging van afvalstoffen door verbranding is verboden.

Art. 12. De afgedankte voertuigen mogen niet meer dan twee jaar op de bedrijfssite opgeslagen blijven.

Art. 13. De uitbater waakt erover dat de afgedankte voertuigen vanaf de straatkant niet zichtbaar zijn. De beschikkingen om de visuele hinder te beperken worden in de bijzondere voorwaarden voorgeschreven.

Art. 14. De afgedankte voertuigen mogen niet opgestapeld worden.

Art. 15. De activiteiten van de opslagplaats worden onder het gezag van één persoon geplaatst die uitdrukkelijk door de uitbater aangewezen wordt als die persoon niet de uitbater is. Laatstgenoemde dient in dat geval de identiteit van die verantwoordelijke schriftelijk mede te delen aan de technische ambtenaar, evenals aan de Dienst, en vóór inbedrijfname.

Art. 16. Het maximumaantal afgedankte voertuigen die op de site opgeslagen worden, wordt in de bijzondere voorwaarden vastgesteld.

Afdeling 2. — Criteria en procedures voor het inleveren van afgedankte voertuigen

Art. 17. Het inleveren en lossen van de afgedankte voertuigen zijn enkel toegelaten in aanwezigheid en onder de bewaking van een aangestelde, die door de verantwoordelijke persoon bedoeld in artikel 15 aangewezen wordt en die permanent over een exemplaar van de toelatingsakte en van het werkplan bedoeld in artikel 28 beschikt.

Art. 18. De uitbater is verantwoordelijk voor de controle over de overeenstemming van het afgedankte voertuig met het specifiek karakter van de vestiging. Elke binnenkomende lading wordt minstens visueel gecontroleerd.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 19. Vóór uitvoering van het ontwerp en bij elke wijziging van de plaats en/of van de bedrijfsvoorwaarden die het brand- en het brandverspreidingsrisico zouden kunnen wijzigen, wint de uitbater het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de uitrustingen die inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding aangebracht dienen te worden, met naleving van de bescherming van publiek en milieu.

Art. 20. Het brandbestrijdingsmaterieel is in goede staat van werking, en beschermd tegen vriesweer, door symbolen aangegeven, toegankelijk en over de vestiging verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de uitbater waakt over de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — Water

Art. 21. De voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in het oppervlaktewater worden in de bijzondere voorwaarden vastgesteld. Het lozen van industrieel afvalwater in het ondergronds water is verboden.

HOOFDSTUK VI. — Geluid

Art. 22. De noodzakelijke voorzorgsmaatregelen dienen te worden getroffen om te voorkomen dat de trillingen die zouden kunnen ontstaan naar aanleiding van de behandeling van de afgedankte voertuigen de stabiliteit van de bouwwerken schade zou toebrengen.

HOOFDSTUK VII. — Zekerheden en verzekeringen

Art. 23. De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is steeds vereist voor elke vestiging bedoeld in dit besluit. Het bedrag ervan wordt in de bijzondere voorwaarden vastgesteld.

Art. 24. De uitbater is ertoe verplicht een verzekeringscontract af te sluiten met een voldoende bedrag om de burgerlijke aansprakelijkheid voortvloeiende uit de activiteiten waarvoor de toelating wordt aangevraagd, te dekken. Het minimumbedrag wordt in de bijzondere voorwaarden vastgesteld.

HOOFDSTUK VIII. — Herstel na beëindiging van de exploitatie

Art. 25. Naast de kennisgeving bepaald bij artikel 60 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning dient het beëindigen van de toelatingsakte vooraf aan de ambtenaar belast met de bewaking en aan de Dienst te worden medegedeeld.

Art. 26. Bij het beëindigen van de exploitatie worden de afgedankte voertuigen afgevoerd naar behoorlijk toegelaten installaties.

*HOOFDSTUK IX. — Controle, zelfcontrole en bewaking**Afdeling 1. — Exploitatie*

Art. 27. Vóór aanvang van de bedrijvigheid van de vestiging brengt de uitbater het ontwerp van een werkplan ter kennis van de technische ambtenaar. De technische ambtenaar keurt het ontwerp-plan goed binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het ontwerp. Indien er geen beslissing getroffen is binnen die termijn, wordt het werkplan geacht goedgekeurd te zijn. Binnen de zes maanden na het opstarten van de bedrijvigheid van de vestiging is de uitbater ertoe verplicht over het definitief goedgekeurde werkplan te beschikken.

Art. 28. In dat werkplan zijn opgenomen :

1° de instructies die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de vestiging, in alle omstandigheden, met naleving van de bepalingen inzake afvalstoffen evenals van deze exploitatievoorwaarden;

2° de instructies die noodzakelijk zijn voor het permanent rein houden van de vestiging;

3° de instructies voor het personeel bij brand of ongeluk;

4° de organisatie inzake de inlevering van de partijen afgedankte voertuigen;

5° de organisatie inzake de afvoering van de afgedankte voertuigen.

Art. 29. Elke wezenlijke wijziging van het werkplan is enkel toegelaten mits voorafgaandelijke instemming van de technische ambtenaar.

Art. 30. Het werkplan kan worden aangevuld en gewijzigd op verzoek van dezelfde ambtenaar. Die beslissing wordt schriftelijk aan de uitbater medegedeeld.

Afdeling 2. — Register

Art. 31. De uitbater of diens vertegenwoordiger houdt een register bij in de vorm van een boek met doorlopend genummerde bladzijden, of volgens elke andere methode die door de Dienst is goedgekeurd, en waarin dagelijks de binnenkomende en uitgaande afgedankte voertuigen worden bijgehouden. Als de uitbater voor geïnformatiseerde registratie opteert, wordt elke werkdag een staat afgedrukt, die op grond van een doorlopende nummering bijgehouden wordt.

Art. 32. De uitbater is ertoe verplicht een kwartaalverslag aan de Dienst te richten, waarin binnenkomende en uitgaande eenheden worden vermeld.

Art. 33. Binnenkomend en uitgaand register, evenals de bijlagen, worden op de zetel van de exploitatie bewaard. Zij worden permanent ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking gehouden, en worden gedurende minstens vijf jaar na verval van de toelating tot exploitatie of na vroegtijdige beëindiging van de exploitatie van de vestiging bewaard.

Afdeling 3. — Water

Art. 34. De uitbater houdt gedurende minstens drie jaar de overname- en/of behandelingsbewijzen en/of de bewijzen voor het wegwerken van de afvalstoffen voortvloeiend uit het onderhoud van het watervergaar- en -zuiveringssysteem ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking.

HOOFDSTUK X. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 35. Dit besluit treedt in werking één maand na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van vorig lid treedt dit besluit voor de bestaande vestigingen pas in werking één jaar na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 36. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 939

[2003/200290]

29 JANVIER 2003. — Arrêté ministériel octroyant délégation en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement (CEE) n° 259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement pour la Région wallonne,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par le décret du 20 décembre 2001, partiellement annulé par l'arrêt n° 81/97 du 17 décembre 1997 de la Cour d'arbitrage;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 9 juin 1994 pris en application du Règlement (CEE) n° 259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour exercer les compétences dévolues au Ministre en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement (CEE) n° 259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, la délégation visée à l'alinéa 1^{er} est successivement accordée à l'inspecteur général de l'Office wallon des Déchets, au directeur de la Direction des Statistiques et des Transferts, au directeur de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets, au directeur de la Direction des Infrastructures de Gestion des déchets.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 29 janvier 2003.

M. FORET